



Presse Internationale

mensuel – n°53 – novembre 2007 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Les syndicats doivent

mobiliser



**contre les
accords du
gouvernement
qui menacent les
travailleurs**

p.2 et 3

(photos de 2005)



A 90 ans de la Révolution d'Octobre :



*La lutte pour
la révolution
socialiste
internationale
est toujours à
l'ordre du jour*

Déclaration
de la LIT-QI p.11

Aussi dans ce numéro :

- Service minimum et droit de grève p.4
- La Poste
Un « plan » contre les travailleurs p.6
- Carte bleu
Pillage colonial de la force de travail p.8
- Rencontre latino-américaine
de travailleurs p.16
- France : grève de la SNCF p.19
- Free Thierry Delforge p.20



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Orange-bleu : désaccords et accords

Cinq mois après les élections, le nouveau gouvernement n'est toujours pas formé. Un grand désaccord continue à faire la Une de la presse : BHV. Les partis flamands de l'Orange-bleu veulent se réserver l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde comme chasse gardée pour eux et bétonner ainsi un avantage électoral. Un belge sur dix habite dans cette zone, aux abords de Bruxelles, ce n'est pas négligeable... S'arroger le droit de l'exclusivité politique est une atteinte à nos droits démocratiques. Par contre, une circonscription électorale unique pour toute la Belgique permettrait aux habitants de ce pays de décider eux-mêmes sous quelle langue ils veulent être administrés.

Mais surtout, cette « querelle » linguistique permet de diviser les travailleurs entre communautés. Et de cela, le futur gouvernement en a bien besoin pour avancer avec les ACCORDS.

L'Orange-bleu a négocié remarquablement vite une série d'accords programmatiques. Ces accords de fond ne présagent rien de bon pour les travailleurs.

Ils sont d'accord de durcir la politique d'immigration, avec la « carte bleue » et d'autres restrictions (voir article), en dépit des promesses électorales du CDH. Ils sont d'accord de détruire 12.000 emplois parmi les fonctionnaires fédéraux, par non-remplacement des départs à la pension. Ils sont d'accords de détruire le statut d'emploi pour 70% des postiers, de diminuer les salaires et de détruire des emplois par milliers à la Poste dans les années à venir. Ils sont d'accords d'appliquer les processus de libéralisation dans tous les services publics, montrant ainsi le caractère tout à fait libéral de leur programme.

Conscient des attaques qu'ils envisagent contre les acquis des travailleurs, et des luttes à venir, les partis de l'Orange-bleu ont avancé un accord pour le service minimum dans le secteur public fédéral, une atteinte directe contre le droit de grève (voir article). D'autre part, être en « affaires courantes » n'empêche nullement de criminaliser encore plus les travailleurs

contestataires, les militants associatifs, politiques ou syndicaux, comme c'est le cas avec le « procès » contre Thierry Delforge, condamné sans preuve à une peine d'un an de prison (six mois de sur-sis) pour avoir écrit « Libérez les dockers » sur un mur.

Non, ce gouvernement ne présage rien de bon pour la classe ouvrière. Si l'Orange-bleu semble (ou a été) dans l'impasse avec BHV, ces partis sont bels et bien d'accords et très bien organisés pour approfondir l'exploitation et la répression de classe, et pour diviser les travailleurs entre eux. S'il est vrai que l'on peut parler d'une crise de gouvernement, une bataille pour se partager le gâteau entre différents secteurs des patrons, le régime, lui, n'est pas du tout en crise.

En particulier, le système de la « concertation » entre « partenaires sociaux » est mis à la tâche pour éviter tout « débordement » de la lutte de classes. Les « négociations » sur le service minimum doivent aboutir pour la fin 2008. Les détails sur la politique d'immigration seront réglés de la même façon. L'expérience des luttes passées nous montre que la haute bureaucratie syndicale est un pôle essentiel pour la stabilité de ce régime en canalisant le mécontentement, en contrôlant les forces et en menant les luttes dans de l'impasse des négociations.

Pour nous, c'est dans la construction de l'organisation démocratique à la base des travailleurs, en refusant la politique des divisions communautaires, syndicales et autres, en exigeant des bureaucraties syndicales qu'elles organisent des mobilisations massives et unitaires pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre la fermeture des bureaux de poste, contre l'implantation du service minimum, contre la libéralisation du service public et la destruction d'emplois, et en dénonçant ces bureaucraties quand elle essayent de démobiliser, que nous pourrions construire un rapport de force qui seul peut faire plier le gouvernement et ses projets.

« Mériter le bien-être » ou crever !

La Belgique traverse la crise la plus longue de son histoire ! Il faut espérer un accord gouvernemental pour Noël ! Les Belges s'impatientent... Les grands titres des quotidiens nous font revivre chaque jour l'insoutenable absence d'un gouvernement plus de 150 jours après les élections. Chaque jour, c'est donc la même scène : c'est l'unité ou la rupture entre les Belges qui se jouerait dans la réussite ou l'échec de ce gouvernement. Au nom de l'unité, il s'agirait de créer un consensus autour de ce gouvernement et de son programme... Pourtant, au vu des accords auxquels sont parvenus les négociateurs, il apparaît clairement que c'est pour l'unité de tous les travailleurs du pays contre ce gouvernement qu'il s'agit de se mobiliser. Pour ne pas devoir *mériter le bien-être...*

L'Orange-bleu ne cache pas ses intentions à l'égard des travailleurs du pays ; son accord en matière socio-économique le titre bien : les travailleurs devront désormais « *mériter le bien-être* ». Et pour cela, ils devront donc trimer davantage, plus longtemps, avec plus de flexibilité tout en coûtant moins cher à leur employeur. Et pour quel « bien-être » ? Les souffrances au travail ne font que s'accroître ; les travailleurs sans emploi mais également un nombre croissant de ceux qui en ont un ne parviennent pas à joindre les deux bouts, et les travailleurs clandestins doivent accepter en silence l'exploitation dont ils sont l'objet, face aux violences croissantes de l'Etat à leur encontre. Et c'est tout cela que nous propose d'approfondir encore ce gouvernement dans les différents accords programmatiques qui existent à ce jour... soit l'accord immigration (voir l'article à ce sujet), l'accord sur la justice, celui sur la fonction publique et l'accord en matière socio-économique.

Plus de prisons – moins de justice sociale

Face à l'augmentation du « mal-être » de la population, l'Etat sait comment l'instrumentaliser pour le détourner de ses véritables causes : il s'agit de jouer sur le sentiment d'insécurité produit par de nombreux facteurs et en tout premier lieu par la dégradation des conditions sociales et économiques de la population pour le concentrer sur la délinquance. Là, l'Etat et ses appareils de répression peuvent se montrer à la hauteur : construisons plus de prisons, déployons plus de policiers dans les rues, emprisonnons plus jeune et plus longtemps. La réponse est ferme. Le *citoyen* se doit d'être rassuré.

Le gouvernement orange-bleu nous propose une version plus radicale de cette logique-là dans son accord sur la justice ; avec d'abord un durcissement

de la libération conditionnelle. En effet, alors qu'aujourd'hui ceux qui sont condamnés peuvent espérer obtenir une libération après avoir purgé un tiers de leur peine sous certaines conditions (bonne conduite, projet de réinsertion,...), le juge deviendrait maître de décider au moment de la condamnation, dans l'arbitraire le plus total, que la personne devra purger de toute façon deux tiers de sa peine. Une décision au faciès ?

D'autre part, cet accord prévoit que les jeunes de 16 à 18 ans seront, pour certains délits, jugés d'office par la « justice adulte » et donc avec des peines d'emprisonnement similaires à celles qui concernent les personnes majeures. Tandis que dès 14 ans, un juge de la jeunesse pourra décider du maintien du mineur en centre fermé jusqu'à ses 23 ans.

Cet accord risque donc d'augmenter encore les problèmes de surpopulation et donc des conditions de vie dans les prisons dans le mépris le plus total des personnes qui s'y trouvent mais également des conditions de travail des gardiens. Et sans résoudre, loin de là, la violence sociale (pauvreté, exclusion,...) qui est souvent à l'origine de la délinquance.

Moins de fonctionnaires, plus de précaires

Tout comme Sarkozy en France, l'Orange-bleu a décidé qu'il fallait diminuer drastiquement le nombre de fonctionnaires. S'il n'y a pas de chiffre définitif à ce jour, on parle d'un fonctionnaire sur deux qui ne serait pas remplacé. Car il s'agit de *moderniser la fonction publique* soit, traduction oblige, d'intensifier la pression sur les travailleurs en rationalisant les services, en externalisant un maximum (par exemple le nettoyage) pour faire diminuer les coûts, en introduisant de nouveaux critères d'évaluation

individuelle basée sur des objectifs chiffrés,... Plus concrètement, l'accord prévoit une rémunération des fonctionnaires qui dépendra de la réalisation d'objectifs qui auront été préalablement précisés (salaire variable au mérite). Concernant l'instauration d'un service minimum, le futur-probable gouvernement compte sur ses partenaires sociaux (voir article sur le droit de grève dans les services publics).

Enfin, il entend également poursuivre la libéralisation des entreprises publiques (Belgacom, SNCB, La Poste,...) qui passe par de nombreux licenciements et la précarisation de l'emploi. Le nouveau plan stratégique pour La Poste en est l'exemple le plus actuel.

Les patrons méritent-ils davantage ?

Si les entreprises enregistrent une croissance des taux de profits de plus de 30% chaque année, cela ne suffit pas. Ils en veulent plus et savent qu'ils peuvent compter sur leurs alliés successifs au gouvernement. L'accord en matière socio-économique, s'il n'est pas encore tout à fait bouclé à ce jour (il manque notamment un accord pour la limitation des allocations de chômage dans le temps et pour l'extension du travail intérimaire) ne peut que rassurer les patrons à ce sujet. Outre de nouvelles réductions des charges sociales sur le travail peu qualifié ou très qualifié (chercheurs), sur les heures supplémentaires et le travail posté,... les entreprises peuvent attendre également de nouvelles réductions des impôts sur les sociétés. Cette réduction des coûts est accompagnée d'une flexibilisation accrue des emplois avec la simplification des règles pour le recours au travail intérimaire et à temps partiel, l'annualisation du temps de travail (le calcul de la durée hebdomadaire moyenne de 38 heures sera calculée sur une période d'un an et non plus d'un



En 1993, contre le Plan Global
« Le sommet syndical adapte son langage, décide de ne plus organiser de nouvelles grèves car "il faut attendre les négociations" ».¹ Le « Plan » est adopté au parlement 24 décembre, les « socialistes » aussi votant pour.

mois ou d'un trimestre) et un assouplissement des procédures de licenciement. Les négociateurs veulent également créer le « compte épargne-temps » qui correspond à une individualisation et à une flexibilisation extrême du temps de travail sur toute la carrière d'un travailleur pour qu'il adapte davantage encore toute sa vie familiale et sociale aux besoins de son employeur. Pour les chômeurs, à côté de la promesse que 220.000 emplois seront créés (il faut dire mieux que Verhofsstad !), c'est le bâton qui est brandi et qui sera également dirigé maintenant contre les travailleurs de plus de 50 ans. Ils devront s'activer jusqu'à 58 ans, et accepter donc des emplois précaires ou des formations bidons sous peine d'être privés de toute ressource. La notion d'emploi convenable sera également revue à la baisse car il faut *mériter le bien-être* et donc être prêt à travailler à n'importe quel prix. Le gouvernement prévoit d'ailleurs une extension des emplois Titres-Services qui constituent une source inépuisable d'emplois précaires ; le chômeur ne devra plus seulement aller nettoyer, faire les courses ou cuisiner pour son voisin, il pourra également garder leurs enfants ou faire du jardinage. Et tout cela continuera à coûter, déductibilité fiscale incluse, moins de 5 euros de l'heure à l'utilisateur.

Il est prévu également un Pacte des Générations Bis qui viserait entre autre à octroyer un droit à la pension uniquement sur base de la durée de carrière et

non plus selon l'âge.

L'extension du congé de maternité (qui ressemble en fait davantage à une flexibilisation de celui-ci) de 15 à 16 semaines et la possibilité de transformer la fin de ce congé en travail à temps partiel n'est pas à même de rassurer les travailleurs. De même, l'allongement du congé parental (avec la possibilité d'en profiter jusqu'à ce que l'enfant ait atteint 12 ans plutôt que 6 actuellement) si on peut s'en réjouir ne constitue qu'une très maigre avancée au regard des nombreuses atteintes aux travailleurs que cet accord prévoit.

Le PS veut être de la lutte, nous dit-il...

Rejeté dans l'opposition suite aux dernières élections, après près de 20 ans de présence continue au gouvernement, le parti socialiste cherche à se redorer une image « à gauche » ; critiquant l'Orange-bleu pour ses accords *réactionnaires*, il tente de nous faire oublier qu'il a lui-même impulsé des politiques similaires en étant au gouvernement tout au long de ses dernières décennies. Pacte des Générations, Plan de contrôle des chômeurs, baisse des charges sociales



Grève générale, 7/10/2005

La CSC avance « 10 raisons de ne pas faire grève ». Le lendemain, la FGTB s'apprête à « repartir en négociations avec une position renforcée » et rappelle que la grève générale est « une arme qu'on n'utilise que tous les 10 ou 12 ans ».² Les travailleurs ne l'entendent pas de cette façon et reprennent le chemin de la grève générale, mais finalement, la direction syndicale donne son feu vert au pacte, avec une petite excuse pour la base : « Un feu vert syndical ne signifierait pas une adhésion à "tous" les termes du pacte. »³

atteignant plus de 5 milliards d'euros rien qu'en 2006 (soit un chiffre qui a plus que doublé en quelques années), libéralisation de La Poste et des autres entreprises publiques,... Les discours populistes pleuvent sur les tribunes du parti socialiste car il s'agit de montrer maintenant qu'on est, malgré tout, du côté des *gens, des malheureux*. Et d'inviter ceux-là même à devenir des « artisans du progrès », à faire « bouger les choses », à « redessiner notre projet de société socialiste ». « J'ai changé », nous affirme même Elio Di Rupo: « *je ne veux plus d'une organisation pensée à partir du Boulevard de l'Empereur. Je veux partir de vos envies, de vos expériences, de vos préoccupations* ».

Mais les travailleurs ne seront pas dupes ; les expériences accumulées au cours de ses dernières décennies leur ont permis de situer clairement de quel côté le parti socialiste se situe. Et ce n'est certainement pas du côté des travailleurs...

Mobilisation unitaire de tous les travailleurs

Face à ces politiques de « casse sociale » que l'Orange-bleu nous prépare, les organisations syndicales restent fort discrètes. Loin de dénoncer concrètement tous ces accords, elles appellent les négociateurs à faire preuve de sagesse pour maintenir l'unité du pays et à parvenir rapidement à un accord ; une pétition appelant mollement à la solidarité entre riches et pauvres « contre les égoïsmes » circule, pour l'unité du pays. Mais rien pour construire l'unité des travailleurs contre le programme que leur concocte le futur gouvernement. Il faut attendre... attendre que ces politiques se concrétisent ? Et que les travailleurs soient divisés entre ceux qui *méritent le bien-être* et ceux qui n'ont qu'à crever ?

Le bien-être ne se mérite pas... ce n'est que par la lutte que les travailleurs peuvent l'obtenir ! Et les tensions communautaires ne sont là que pour nous affaiblir dans ce combat, pour nous diviser.

¹ Jo Cotteniers, Solidaire du 28/11/2005

² Le Soir 12/10/2005

³ Vandermeeren (FGTB) - Le Soir 19/11/2005

Les syndicats doivent organiser la mobilisation, contre les « accords » au détriment des travailleurs.

Le droit de grève en danger

Partout en Europe, le droit de grève est menacé :

- en Allemagne, un tribunal interdit la grève des conducteurs de train ;
- en France, le gouvernement Sarkozy impose le service minimum dans les transports publics terrestres.

En Belgique, l'Orange-bleu a annoncée un accord sur le service minimum dans les entreprises publiques fédérales pour fin 2008 (SNCB, santé, sécurité et énergie). Par là, ils appliquent le programme patronal. En juillet, la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) a annoncé qu'il s'agit d'un « *débat urgent* », et qu'en cas d'échec de celui-ci « *le gouvernement devra prendre des dispositions légales en vue d'imposer un service minimum.* »¹

Le patronat et le gouvernement se font les avocats de la « continuité du service » et de la « défense des usagers ». Mais dans les faits, ils appliquent unanimement la politique de l'Union européenne de libéralisation et de sous-traitance, où la recherche de profits et la notion de clientèle remplacent le service offert au public. Ils sous-financent l'outil et la maintenance à ca-

STIB, TEC et De Lijn seront touchés

Les sociétés régionales de transport (STIB, TEC, De Lijn) ne seront pas épargnées. Le gouvernement fédéral prend ses précautions en limitant la mesure actuellement à la SNCB, par crainte d'un mouvement généralisé et uni. Mais il permettra aussi aux Régions d'avancer dans ce sens.

Solidarité et unité avec ceux de la SNCB maintenant !

Concertation ou mobilisation?

L'obligation de service en cas de grève (et ses modalités concrètes) devrait être mise sur pied dans le cadre des négociations de l'accord social de la fonction publique pour fin 2008. Bien que certains avancent la menace que le gouvernement *impose* le service minimum, l'option choisie actuellement par le gouvernement et les patrons est la *concertation* avec les syndicats, comme meilleure garantie pour la « paix sociale ».

Du côté des travailleurs, la meilleure garantie que nos intérêts soient respectés a toujours été et restera l'action et la mobilisation.

**Il n'y a rien à négocier
C'est non au service minimum !**

ractère public, les lignes et les gares non rentables sont fermées, le prix du transport ne cesse d'augmenter et, à l'instar du chemin de fer anglais, la privatisation peut nous laisser craindre le pire pour notre sécurité à tous. Défendre les usagers, c'est tout d'abord défendre l'outil de travail et le caractère public de l'entreprise.

En bloquant l'activité économique, la grève les dérange au plus haut point. L'arrêt de travail est notre meilleur moyen de lutte pour mettre les employeurs sous pression, pour pouvoir faire respecter nos droits. Mais quand la direction impose une nouvelle mesure aux travailleurs, si elle était sincèrement pour la continuité du service, pourquoi ne suspendrait-elle pas cette mesure tant que l'on ne parvient pas à un accord social et en continuant le travail comme avant ? En réalité, s'ils veulent instaurer un ser-

vice minimum, c'est pour attaquer le droit de grève.

Si aujourd'hui nous les laissons instaurer le service minimum dans le secteur public fédéral, demain, ils l'étendront au régional et à tous les secteurs. En étouffant toute opposition, ils tentent de préparer le terrain pour imposer de nouvelles mesures anti-sociales à l'ensemble des travailleurs, y compris les usagers. Dans ce sens, il faut gagner la solidarité de ces derniers, prendre le temps de les informer de la situation et des enjeux.

Tous ensemble, travailleurs et usagers du train, tram, métro, bus, du secteur de la santé, de l'énergie, de la sécurité, etc. exigeons que les syndicats organisent la mobilisation la plus large possible pour la défense du droit de grève et du service public.

¹ www.feb.be, communiqué du 13/07/07

Le service minimum est un outil pour diviser les travailleurs entre eux !

Comment organiser la solidarité si les travailleurs ne peuvent pas partir en grève tous ensemble ? Comment pourrait-on encore mener une action collective si les grévistes peuvent être stigmatisés et punis individuellement, pendant que d'autres travaillent ? Qui établira la liste de ceux qui seraient obligés de travailler pour garantir le service minimum ?

Le service minimum est un moyen pour affaiblir les travailleurs **et prépare les pires attaques contre eux à l'avenir.** Alors, prêts pour le service minimum ?

Travailleurs et usagers, même combat !

Pour la défense du service public !

Non au service minimum !

Mobilisation unitaire et interprofessionnelle, en défense du droit de grève !

Un « plan » contre les travailleurs

La poste belge vient de rendre publique son nouveau 'plan'. Selon les chefs de la poste, il ne s'agirait que d'une actualisation, une évolution de leur 'plan stratégique'. Pour les travailleurs de l'entreprise, le coup est rude : modification des statuts, baisse salariale et diminution du nombre d'emplois, voilà ce qu'on veut leur imposer !



Ce plan s'inscrit dans le cadre du processus de libéralisation des services lancé par la commission européenne. Les services postaux, au même titre que les télécommunications et les chemins de fer, doivent être ouverts à la concurrence, et ce, nous dit-on, pour 'améliorer les services à la clientèle et diminuer les prix'. On croit rêver ! Les prix et la qualité dans les secteurs des télécommunications et, plus récemment, dans celui du gaz et de l'électricité, n'ont certainement pas baissé. Par contre, les entreprises peuvent maintenant se féliciter d'avoir investi le marché et d'y engranger d'importants bénéfices.¹

Les services postaux devaient quant à eux être totalement libéralisés en 2009. Il y a peu (juillet 2007), la commission transport du Parlement européen a annoncé qu'une nouvelle échéance était fixée. Il s'agit maintenant de mettre entièrement fin au monopole étatique sur le secteur d'ici 2011 (2013 pour certains pays). Concrètement, ce qui est en jeu, c'est l'ouverture du marché pour les envois de moins de 50 g., les marchés pour les autres produits (plus de 100g et entre 50 et 100g) ayant déjà été libéralisés.² C'est donc pour se préparer à cette

libéralisation totale que La Poste a lancé, depuis 2003, un plan de réorganisation visant à mettre en place « de nouvelles normes, volumes et méthodes de travail » et « un outil de planification, le logiciel Georoute ».³ Il y a quelques semaines, la direction de la poste annonçait aux travailleurs une nouvelle réforme, qu'elle présente comme une simple actualisation de son plan mais qui aura d'importantes répercussions sur les travailleurs. 6000 fonctions à temps plein vont passer à mi-temps. Les personnes qui auront ces postes mi-temps n'auront plus le statut de 'facteur' mais bien de 'livreur de courrier', avec, bien sûr, un salaire moindre que ce que peut espérer un facteur aujourd'hui. Ces nouveaux facteurs assureront des tournées plus courtes pendant les heures creuses. S'agira-t-il, à l'instar du modèle hollandais, d'employer des femmes au foyer et des étudiants ? Quoi qu'il en soit, on crée une sous-catégorie de travailleurs, moins payés et plus flexibles. En même temps, le plan prévoit de s'attaquer au statut dont bénéficient aujourd'hui environ 70% du personnel et de le rapprocher du personnel contractuel. Enfin, ce sont chaque année 1000 à 1500 emplois qui sont supprimés puisque la direction ne remplace pas les postiers qui quittent l'entreprise. Plusieurs milliers d'emplois ont donc déjà disparus et d'ici 2012, ce sont 6000 à 7000 emplois qui vont encore disparaître. On comprend dès lors que les postiers aient directement appelé à la grève. On comprend moins par contre le fait que les leaders syndicaux aient été au courant de cette restructuration depuis un mois mais se soient en-

gagés auprès de la direction à ne rien dire aux travailleurs !

¹ Pour rappel, les prix du gaz vont augmenter de plus de 13% !

² 2003 : libéralisation pour les plis de plus de 100g ; 2006 : libéralisation pour les envois de 50 à 100g.

³ Communiqué de presse de La Poste du 7/11/2003 - www.post.be/site/fr/postgroup/press

La photo d'une mobilisation à Liège contre la fermeture d'un bureau est de Solidaire

Ce n'est pas que chez nous...

Au Canada, en mars 2007, plus de 500 municipalités, dont plus de la moitié au Québec, veulent que le gouvernement fédéral oblige Postes Canada à se comporter comme un service public et non pas comme une entreprise commerciale. En mai, elles étaient déjà 800.



En France, le 5 avril 2007, un comité des usagers pour la défense du service public de La Poste a vu le jour à Nice.



**Soutien à la lutte des postiers !
Non à la privatisation des services postaux
et des autres services publics !
Pour un service de qualité et accessible à tous !**

« Sauvons la solidarité » ... entre riches et pauvres ?

Face à la crise de gouvernement, une pétition circule sous le nom de « Sauvons la solidarité ». On peut y lire que « *La solidarité entre les citoyens les plus riches et les plus pauvres* » est un pilier de notre société belge. Elle est promue non seulement par des dirigeants syndicaux (Luc Cortebееck - président CSC, Rudy De Leeuw - président FGTB), des ONG comme Oxfam (Stefaan De Clercq), des artistes, des écrivains et des figures du monde sportif, mais aussi par le PTB, la LCR (qui la considère « salubre », même si elle « cultive le mythe de l'harmonie entre les classes sociales ») et le MAS (en dépit d'y voir « quelques faiblesses »).

Défendre la solidarité entre riches et pauvres, entre d'un côté les patrons et les grands actionnaires, et de l'autre côté les travailleurs et ceux que l'on ne permet même pas d'avoir un emploi ? Défendre à tout prix l'Etat belge, ses institutions au



service de la bourgeoisie ? Ce n'est pas notre programme. Nous défendons la solidarité de classe, la solidarité entre travailleurs, au Nord et au Sud des frontières linguistiques et autres, dressées par la bourgeoisie. Nous n'arborons pas le drapeau belge car, comme disait déjà Marx, « les travailleurs n'ont pas de Patrie ». Nous rejetons la scission de la sécurité sociale, parce qu'elle divise les travailleurs, pas

« les riches ». Nous rejetons les droits différenciés aux allocations de chômage, parce que cela divise les travailleurs, « les riches » n'étant pas au chômage. Nous ne demandons pas aux « riches » de « remplacer la concurrence et l'égoïsme par le principe de base de solidarité » : se serait les demander de renoncer à être capitalistes, ce qui est utopique. Nous les combattons, dans une lutte de classes intransigeante.

Chez Fortis, il faut mériter le salaire !



Les organisations syndicales et le patronat de Fortis ont signé une convention collective de travail qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Celle-ci prévoit un nouveau système de rémunération qui supprime les échelles barémiques basées sur l'ancienneté et instaure une rémunération

qui contiendra une partie fixe (liée à la « classe de fonction ») et une partie variable. Cette dernière dépendra d'une évaluation du travailleur basée sur trois éléments : la performance individuelle, celle de l'unité/section dans laquelle est inséré le travailleur et le bénéfice net de l'entreprise. Pour chaque « classe de fonction », la CCT prévoit une rémunération annuelle minimale et maximale. Ainsi, pour un même travail, la différence salariale pourra être du simple au double.

Ce nouveau système vise à individualiser les salaires et à augmenter la concurrence entre les travailleurs : pour augmenter leur performance et celle de l'unité, les travailleurs vont s'auto-contrôler et se responsabiliser les uns et les autres des résultats de l'entreprise. Les conséquences sont prévisibles : augmentation du stress et du harcèlement au travail, fragmentation du collectif de travail,... Et une fois les travailleurs suffi-

samment divisés, le patronat pourra presser encore davantage le citron !

Pourquoi les organisations syndicales ont-elles dès lors accepté de signer cette CCT ? Elles se justifient avec le même discours que la direction de Fortis ; cet accord ne viendra qu'anticiper l'entrée en vigueur en 2009 d'une directive européenne contre les discriminations et inégalités de traitement au travail. Celle-ci prévoirait la suppression des discriminations liées à l'âge. Or, non seulement les échelles barémiques de Fortis étaient liées à l'ancienneté plutôt qu'à l'âge mais la directive prévoit également que certaines « différences de traitement » peuvent être justifiées notamment en ce qui concerne « la fixation de conditions minimales d'âge, d'expérience professionnelle ou d'ancienneté dans l'emploi, pour l'accès à l'emploi ou à certains avantages liés à l'emploi ».

Dès lors, les directions syndicales de Fortis se sont-elles fait bernier ou bernent-elles les travailleurs ? Il faut croire plutôt qu'elles sont elles-mêmes prises par cette logique dominante d'individualisation et d'implication des travailleurs dans la poursuite de l'objectif de compétitivité de l'entreprise : patrons et travailleurs tous dans le même bateau !

Chavez contre Aznar... avec le roi d'Espagne et le gouvernement espagnol



L'injure de Chavez contre Aznar lors du sommet ibérique du Chili (le traitant de fasciste) a fait un peu de bruit. Défendrait-il les travailleurs de son continent contre l'impérialisme espagnol ? Le voici dans un Sommet antérieur, celui de Salamanca (2005), très ami avec le roi, le symbole de l'impérialisme espagnol, et avec la vice-présidente du gouvernement Teresa Fernandez de la Vega. A cette occasion, Chavez a participé à la remise d'un plateau d'argent façonné, comme cadeau pour le roi.



Le pillage colonial de la force de travail

Un « accord » européen

Le Commissaire européen Franco Frattini a récemment proposé d'introduire une « carte bleue » européenne, sur le modèle de la « green card » américaine. Le 26 septembre 2007, le Parlement européen a soutenu ce projet. Frattini ne cache pas ses intentions : il s'agit bel et bien de « parts de marché » dans un commerce de force de travail humain. *« Le défi est d'attirer les travailleurs nécessaires pour faire face à des pénuries spécifiques. [...] 85 % de la force de travail non qualifiée arrive à l'Union Européenne et seulement 5 % aux Etats-Unis, alors que 55 % de la force de travail qualifiée va aux Etats-Unis et seulement 5 % à l'Union Européenne. Il faut inverser cela. »*¹ La carte bleue permettrait « de séjourner et de travailler » dans un des pays de l'Union pendant deux ans, renouvelable dans un autre pays de l'Union, pour autant que le travailleur y obtienne toujours un contrat de travail. Dans le même discours au Parlement européen, Frattini ajoutait que *« pour être crédible, nous devons aussi nous attaquer à l'immigration illégale. Ce sont deux cotés de la même monnaie. »*

Quelques jours après cet accord des parlementaires européens, dans la nuit du 8 au 9 octobre, les différents partis du futur gouvernement belge sont arrivés eux aussi à un accord sur ce thème, un copier-coller de l'initiative de Frattini. L'essentiel de cet accord « gouvernemental » est de consolider « la voie de l'immigration économique ». Pour des postes vacants, on verra d'abord si on ne trouve pas les personnes qualifiées sur le marché intérieur. On verra ensuite dans les nouveaux pays de l'Union européenne. Si on ne trouve toujours pas, l'emploi pourra être ouvert aux travailleurs hors Union européenne. Cette ouverture se fera via le système de Frattini de la *carte bleue* (la « green card » américaine), ce qui permettrait de limiter cette forme d'immigration. Ce permis de travail sera aussi ouvert aux illégaux se trouvant en Belgique et ayant une offre d'emploi. Des règles devraient être fixées avec les partenaires sociaux et les Régions d'ici octobre 2008.

Toujours dans l'optique de Frattini, l'accord prévoit également une restriction accrue du regroupement familial. L'accueillant immigré devra prouver qu'il dispose de revenus au moins 25% supérieurs au revenu d'intégration avant de pouvoir faire venir un membre de sa famille autre que ses enfants mineurs. Le lundi après l'accord, l'Ordre des barreaux francophones et germanophones constatait *« avec regret que l'accord envisage de durcir davantage les conditions du regroupement familial, pourtant déjà durcies par la réforme intervenue en la matière par la loi du 15 septembre 2006 »*.²

La loi actuelle de politique d'asile sera appliquée. Elle prévoit une procédure raccourcie, un plan de répartition efficace et un permis de travail après 6 mois. Il n'y aura pas de régularisation collective. Les critères de régularisation seront fixés par circulaire ministérielle (et non inscrit dans la loi). Le futur gouvernement compte également augmenter la capacité et améliorer la « qualité » des centres fermés. Les familles avec enfants seront accueillies séparément. Le retour volontaire sera privilégié, mais, en cas de refus, les expulsions forcées seront maintenues.³



L'essentiel de cette politique est, en fait, en prolongation avec celle déjà définie lors du Sommet européen de Seville de juin 2002, « pour lutter contre l'immigration clandestine ». A cette occasion, l'hôte du sommet, le Premier ministre Aznar, déclarait : *« Pour l'Union européenne, Séville doit démontrer que l'Europe est capable de combattre l'immigration clandestine et d'établir des flux migratoires ordonnés et positifs »*.⁴ A l'époque on mettait sur pied une banque de

données d'empreintes digitales centralisée au Luxembourg, Eurodac, pour dénicher « les tricheurs ». Aujourd'hui c'est le test ADN.

Le trafic de « force de travail », un besoin du capitalisme

A l'époque de l'esclavage, il était considéré comme « normal » d'aller capturer des esclaves sur les côtes africaines, d'y sélectionner « les meilleurs », les corps sains et bien musclés, prêts à l'emploi, pour les charger en bateau et les utiliser sur le nouveau continent. A l'époque du capitalisme, il est « normal » d'acheter la « force de travail » au moindre coût. A l'époque impérialiste, il est « normal » d'importer cette force de travail des pays « sous-développés », où on peut l'acquérir sans même en payer le « prix de revient », sans avoir à dépenser pour former ce travailleur - laissant cela pour le compte du pays d'origine - sans avoir à se charger de la famille, et sans déboursier un euro pour le maintenir en vie, une fois ses forces épuisées, puisqu'il devra retourner d'où il vient. La carte bleue serait donnée à quelqu'un qui est « hautement qualifié » (le pays d'origine ayant payé pour sa formation depuis sa naissance, une formation qui permet que sa force de travail vaille au moins trois fois le salaire minimum du pays « d'accueil »), qui « a déjà accumulé de l'expérience » (aux frais du pays d'origine), qui a déjà un contrat de travail (prêt à l'emploi donc), et pour un temps limité, deux ans dans un pays, renouvelable éventuellement dans un autre pays de l'UE, pour autant qu'il est toujours en condition de mettre à disposition sa force de travail (pas question de continuer à le nourrir quand il est vieux). Quant à la famille, le « regroupement familial » est considéré comme une concession humanitaire, laissé au critère des pays européens respectifs et dont on vient de durcir les conditions.

A part pour la main d'œuvre « hautement qualifiée », les entreprises qui par nature ne peuvent pas se délocaliser à d'autres pays ou la main d'œuvre est moins chère, comme dans le secteur du bâtiment, du nettoyage, de l'horeca, ont trouvé la « solution » de délocaliser

la main d'œuvre en sens inverse. Mais pour que cela fonctionne, il faut bien qu'elle reste « bon marché », qu'elle ne soit pas assimilée à la main d'œuvre autochtone. C'est pourquoi elle doit rester « illégale », sans droits, sans bénéficiaire de protection sociale, corvéable à volonté. Seulement ainsi, cette main d'œuvre importée peut concurrencer la main d'œuvre autochtone, et en plus, faire pression sur les salaires de tous les travailleurs. Au travailleur belgo-belge, on dit sournoisement qu'il n'a qu'à accepter des conditions plus dures, étant donné que sinon, on engage quelqu'un « en noir ». Et si les grandes entreprises prennent soin de ne pas engager eux-mêmes des travailleurs en noir et se présentent comme champions de la lutte contre ce « fléau », c'est parce qu'ils ont quand-même accès indirectement au bénéfice généré par cette main d'œuvre, par le biais de la sous-traitance et la sous-traitance de la sous-traitance, qui dans un morcellement infini des travailleurs écume cette richesse produite par le travail humain.

Dans ce cadre, il est évidemment hors de question que les gouvernements et les patrons se soucient de questions même élémentaires de droit d'asile, c'est-à-dire de garantir un refuge à ceux qui, dans leur pays d'origine, sont menacés à cause de leur lutte pour une vie plus digne et contre l'oppression, à ceux qui sont victimes des guerres menées impitoyablement par les grandes puissances pour pouvoir piller les richesses du tiers monde. Le capitalisme n'a rien « d'humanitaire », il n'a qu'une seule bannière, le profit !

Tout cela n'est possible que si l'on fait accepter par l'ensemble de la société, que dans notre « système », dans le capitalisme, il est parfaitement « moral », « légal », « juste », de discriminer les personnes selon leur lieu de naissance, tout comme lors de l'esclavage, il était « normal », « légal », « juste » qu'il y ait des hommes qui naissent « libres » et d'autres qui naissent « esclaves ». Voilà pourquoi on parle ouvertement de « critères » pour sélectionner ceux qui ont le malheur de ne pas être nés au bon endroit, et que l'on vote ouvertement au Parlement des lois sanctionnant cette honteuse discrimination. C'est dans l'essence même du capitalisme, de garantir qu'il y a toujours des « illégaux »

sur le marché du travail.

Que faire face à cette injustice ?

Dans leur désespoir, face à la menace d'être renvoyés dans leur pays d'origine dans lequel ils peuvent être persécutés ou condamnés à mort, 30 sans-papiers ont entamé une grève de la faim depuis le 19 septembre, dans un bâtiment annexe au stade communal de Saint-Josse (après avoir été expulsés de l'église). C'est un ultime recours, mettant leur propre vie en danger, qui ne s'explique que par l'obstination inhumaine du gouvernement de « ne pas créer de précédent » contre le sacro-saint principe de la discrimination selon le lieu de naissance et pour le maintien, à coup sûr, du principe qu'il doit y avoir des illégaux sur le marché du travail. Parmi eux, les 12 d'origine maghrébine ont décidé de mettre fin à leur action le 1 novembre, après 43 jours. Les 18 d'origine afghane ont décidé de continuer la grève, préférant même mourir ici que dans un pays où la Belgique elle-même participe à l'invasion militaire. Même le dernier semblant de « préoccupation humanitaire » emballée dans le concept de la « protection subsidiaire » n'est pas reconnu par le Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA), qui reconnaît actuellement l'Afghanistan comme un pays en guerre mais considère que le retour au pays est potentiellement, et non réellement, risqué. Indépendamment de notre évaluation de la tactique de la grève de la faim comme moyen de lutte dans ce cas, nous responsabilisons entièrement le gouvernement pour les dommages irréversibles dont peuvent souffrir ces camarades de lutte.

D'aucuns invitent les partis au parlement pour dialoguer avec les sans-papiers, comme dans cette Conférence/Débat sur l'accord Immigration de l'Orange-bleu, au Théâtre Molière, où la parole est donnée à Bernard Clerfayt, Vice-Président du FDF (MR), à Joëlle Milquet, Présidente du CDH, à Christian Dupont, Ministre Fédéral de l'intégration sociale et responsable de FEDASIL (centres ouverts pour demandeurs d'asile), à Tinne Vanderstraeten, parlementaire fédérale GROEN (verts). Tous ces personnages se sont déjà mis d'accord depuis longtemps sur la discrimination selon le lieu de naissance, sur le fait qu'il doit y avoir toujours des illégaux en Belgique. A quoi bon alors continuer à

soutenir les illusions dans les parlementaires pour obtenir la régularisation ?

Pour réagir contre l'accord gouvernemental sur l'immigration et afin de réclamer la régularisation des sans-papiers, un bon millier de personnes ont manifesté dans les rues de Gand le dimanche 21 octobre. Des délégations de Liège, Bruxelles, Tournai, La Louvière et Charleroi se sont déplacées jusqu'à la ville flamande pour marquer leur soutien. A Bruxelles aussi, une mobilisation a rassemblé 200 personnes le 3 novembre, sous le mot d'ordre clair et net de "Régularisez tous les sans-papiers". Nous sommes convaincus que c'est le chemin pour avancer dans la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, sans exclusions, sans division par des « critères ». Après des mois d'une certaine léthargie, soutenue par l'espérance vaine dans une « loi » de régularisation, les sans-papiers retournent à la rue. C'est sur ce chemin qu'il faut avancer.

Pour cela, les sans-papiers ont besoin d'être organisés. Pour cela, ils ont l'UDEP, qui a déjà mené de grandes luttes. Mais dans l'UDEP aussi, se manifestent malheureusement ces tendances qui promeuvent la confiance aux parlementaires, qui invitent les organisations proches du gouvernement comme le CIRE pour semer la zizanie et diviser les sans-papiers selon les « catégories ». Nous devons nous battre pour une UDEP forte, fidèle à son critère d'origine : Régularisation de tous les sans-papiers.

Cette lutte doit se mener ensemble avec les travailleurs autochtones. L'accord gouvernemental prévoit que des règles devraient être fixées avec les partenaires sociaux d'ici octobre 2008. L'expérience avec la haute bureaucratie syndicale nous permet de craindre que ces « partenaires sociaux » entrent dans le jeu du gouvernement. Mais c'est dans la base de l'organisation des travailleurs que nous devons nous battre pour développer la solidarité entre tous les travailleurs, tous victimes de ce même complot funeste des patrons et du gouvernement de diviser les travailleurs et de faire pression sur les salaires et les conditions de travail et d'embauche de tous.

¹ Discours au parlement européen du 13/09/2007

² www.avocat.be

³ www.guidesocial.be

⁴ www.solidaire.org

Cela fait 6 ans que je suis en Belgique. Je viens du Togo. Je ne peux pas rentrer dans mon pays car ma vie est en danger là-bas. Si je rentre et s'ils m'attrapent, ils vont me tuer. Ils vont me donner à bouffer aux lions. Personne ne retrouvera ma trace. Je ne peux pas retourner dans mon pays. Là où je suis maintenant, ce n'est pas là où je voulais aller. J'ai quitté mon pays pour me cacher et pour améliorer ma vie. Plus tard, si j'ai les papiers, je pourrai vivre ici.

Quel est ton travail ?

Mon travail, ma spécialité, c'est la mécanique. J'ai mon permis de conduire national et international. Je sais aussi faire de la plomberie, l'électricité auto et la maçonnerie.

Depuis que je suis ici en Belgique, j'ai travaillé dans les chantiers à Louvain, à Anvers, à Turnhout.

Je suis mécanicien chauffeur et je travaille pour un monsieur qui achète des voitures puis qui les revend. Mon travail, c'est de nettoyer les voitures, les simoniser; nettoyer la maison, jeter les poubelles dans les containers. Je travaille parfois jusqu'à 22h. Mais l'argent qu'il me donne, c'est triste....

Le salaire

L'argent que je gagne là-bas, c'est insuffisant pour payer le loyer. Si je calcule, cela fait 250 €, parfois 150 €, par mois. C'est rien du tout, juste pour acheter quelque chose et puis téléphoner à mes amis. Il me paye par jour 12€, donc 3 € par heure. Quand c'est de 8h à 22h, cela fait pas 1€ par heure. J'ai déjà travaillé dans les chantiers où les travailleurs avec des papiers ont 1500 €. Et les gens qui nous exploitent en noir, au lieu de nous donner au maximum 800€, ils nous donnent finalement 300€, parfois 250€. Et ils nous disent si nous pouvons ou pas continuer à travailler. Et les frais de transport, c'est nous-mêmes qui les payons ! Il nous reste rien à la fin du mois, mais tu es obligé de le faire. Tu ne va pas aller voler, tu n'as personne à qui demander de l'argent.

Accident de travail

Je suis tombé dans les containers et je me suis blessé le pied. Je n'avais aucun moyen d'aller réclamer mes droits pour un accident de travail. Le patron, il m'a donné juste un Dafalgan et ça s'est calmé. Je suis resté à la maison pendant un mois sans travailler, sans rien faire. Je restais là sans rien manger. Quand cela s'est un peu calmé, j'ai continué à aller là-bas.

Harcèlement et conditions de travail

Il a un mauvais comportement envers moi. Quand je travaille, il me dit « *tu ne travaille pas bien* ». Parfois, il me fait faire ce que je ne peux pas faire. Par exemple, il a acheté une vieille voiture et il me donne des acides pour nettoyer les gèntes. Et tous les gaz, ça rentre dans mes narines et ce n'est pas bon. Actuellement, je suis en train de tousser car hier j'ai lavé des gèntes avec des acides qui brûlent. C'est rentré dans mon œil. C'est un travail qu'il me donne à faire et, si je ne le fais pas, il ne va pas me payer.

Parfois, il me menace. Au lieu de me donner au moins 100 € pour le travail de 5 jours, il « casse » le prix, il ne me donne que 50 € et me dit « *si cela ne t'intéresse pas, tu peux aller ailleurs* ». Vendredi passé, la femme de mon patron voulait appeler la police. Cela faisait 3 semaines qu'il ne m'avait pas payé. Je lui ai réclamé l'argent ; il me devait 200€ et ne voulait me payer que la moitié.

Et là, ils m'ont menacé, m'ont poussé. J'ai voulu réagir, mais ils ont menacé d'appeler la police. J'ai dû les supplier de ne pas le faire.

Les contrôles

En sortant du travail, j'ai vu qu'il y avait deux policiers qui sont rentrés dans la maison. Heureusement, la maison est grande et je me suis couché sous une voiture. J'ai attendu qu'ils soient partis. Après, ils sont revenus. Je ne sais pas ce qu'ils ont discuté, mais mon patron m'a dit de ne pas revenir avant deux semaines, qu'il m'appellera.

Une autre fois, j'ai sauté du 3^{ème} étage pour descendre en bas et j'ai couru ; des chiens policiers me suivaient. Je suis rentré dans une maison. Ensuite, j'ai trouvé un bus qui passait, heureusement que j'ai l'abonnement de bus...

Es-tu syndiqué ?

Je me suis inscrit. Mais ils m'ont envoyé les papiers pour payer et je n'ai pas encore pu payer. Mais je pensais que le travail que je fais, cela me donne un avantage car je pourrai payer, comme cela, si un jour j'ai un problème, les syndicats peuvent m'aider...

**Non à la carte bleue - une « carte » illimitée pour tous
Non à la discrimination pour le profit capitaliste
Mêmes droits pour tous les travailleurs
Régularisation de *tous* les sans-papiers**

La lutte pour la révolution socialiste internationale est toujours à l'ordre du jour

Une déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, il y a 90 ans, a eu lieu la Révolution Russe, un des faits politiques les plus importants du 20^{ème} siècle. Le calendrier julien, en vigueur alors en Russie, a fait que cet événement soit enregistré comme la Révolution d'Octobre ou, simplement, Octobre.

En 1917, pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs d'un pays ont détruit un Etat bourgeois, ont pris le pouvoir et sont parvenus à s'y maintenir pour entamer la construction d'un type d'Etat inconnu jusqu'alors, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et pour ouvrir le chemin vers le socialisme.

Les conquêtes obtenues par les travailleurs en URSS ont été impressionnantes : ils ont éliminé les fléaux chroniques du capitalisme, comme le chômage et la pauvreté extrême, et ils ont atteint des niveaux très hauts d'éducation et de santé publiques. Les premières années

ont connu aussi de grandes avancées dans la condition de la femme et un développement extraordinaire de l'art, libéré du mercantilisme bourgeois.

Comme un témoignage de ces avancées, un groupe de pédagogues occidentaux a réalisé dans les années 60 une étude comparative du niveau éducatif des étudiants américains et soviétiques. Les jeunes de l'URSS ont obtenu des résultats qualitativement supérieurs en langue, histoire et géographie, et leur niveau était comparable en mathématique.

Il n'existe pas de précédents d'avancées aussi importantes dans tous ces domaines, même dans les périodes du plus grand développement capitaliste. Il s'agit de faits historiques impossibles de dissimuler, à des moments où le capitalisme nous montre ses pires effets destructifs.

L'impact de la Révolution d'Octobre dans l'histoire moderne a été tellement grand qu'aujourd'hui, à l'occasion de son 90^{ème} anniversaire, bien que l'URSS a été détruite par la bureaucratie staliniste qui a restauré le capitalisme, la presse bourgeoise et impérialiste elle-même est obligée de consacrer un grand espace à cet événement.

La LIT-QI veut rendre hommage à cette tâche gigantesque qu'ont entreprise les travailleurs russes. Nous ne le faisons pas comme quelqu'un qui visite un musée et se trouve sous le coup de l'émotion face à une représentation du passé, mais parce que nous considérons que **les leçons de la Révolution d'Octobre sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité**. En particulier, **la lutte pour le pouvoir ouvrier afin d'entamer la construction du socialisme, à travers un grand processus de transformations politiques, économiques et sociales, est possible**.



Les leçons d'Octobre

En dépit des changements qui, évidemment, ont eu lieu dans le monde, les principaux enseignements de cette expérience continuent à être totalement valables, et essentielles pour l'étude et la discussion de toute l'avant-garde en lutte dans le monde.

Le *capitalisme impérialiste* n'offre à l'humanité qu'une croissance de plus en plus grande de la pauvreté, la misère, la faim, les guerres et la destruction de la nature. Rappelons qu'en 1917 se déroulait le massacre terrible qu'a signifié la Première Guerre mondiale. Depuis lors, cette réalité n'a fait que s'aggraver, malgré toutes les avancées de la technique.

Le seul chemin pour modifier cet état de choses est une *révolution ouvrière et socialiste* qui change radicalement le système capitaliste impérialiste. Il n'y a aucune possibilité de le « réformer » ou de l'« humaniser ».

Pour entamer ce processus de révolution ouvrière et socialiste il est nécessaire de *prendre le pouvoir* dans chaque pays et de *détruire l'Etat bourgeois*, à commencer par son armée, le pilier central de cet Etat et de ce pouvoir.

Après la prise du pouvoir, *il est nécessaire d'exproprier la bourgeoisie, en transférant au nouvel Etat ouvrier le contrôle des principaux instruments de l'économie, d'établir le monopole étatique du commerce extérieur et d'appliquer un plan économique central au service des nécessités des travailleurs et du peuple*. Voilà la base qui a permis les avancées économiques et sociales immenses de l'URSS

Il est nécessaire de construire un Etat de type nouveau, totalement différent du vieil Etat bourgeois, tant dans sa base sociale comme dans son fonctionnement. Ce nouvel Etat ouvrier doit être fondé sur des institutions des travailleurs et du peuple qui permettent de répondre démocratiquement aux grands problèmes qui se présentent et de garantir, à la fois, l'exécution des mesures adoptées. Les soviets russes étaient des « conseils » constitués de représentants (ou « députés ») choisis directement par les travailleurs d'une usine et les paysans pauvres d'une région. Ces représentants devaient rendre compte de leur activité devant leur base. S'ils ne mettaient pas en pratique le mandat décidé, ils pouvaient être remplacés par

ces mêmes bases.

La *démocratie ouvrière*, et les *institutions* qui en sont l'expression, sont des piliers indispensables dans la construction d'un processus véritablement socialiste. Le socialisme peut advenir uniquement suite à la mobilisation et l'organisation autonomes de la classe ouvrière. Toute tentative pour que ce processus soit dirigé de façon bureaucratique par des « secrétaires généraux brillants » ou par « des commandants infaillibles » est vouée à la dégénérescence et à l'échec.

En URSS, il n'y a que les conditions terribles de la guerre civile (1918-1921), propulsée par la bourgeoisie et soutenue par l'intervention de 14 armées étrangères, qui ont amené la direction de Lénine et Trotsky à restreindre cette démocratie ouvrière. Ils considéraient que c'était une situation d'exception qui devait rapidement être corrigée dès que les conditions le permettaient. Ensuite, la bureaucratie stalinienne transformera cette exception en règle et transformera les soviets et les organismes du parti en une caricature horrible de ce qu'ils avaient été.

Pour diriger de façon consciente les différentes étapes du processus, la construction d'un parti révolutionnaire centralisé démocratiquement, selon le modèle proposé par Lénine depuis 1903, est nécessaire. Cette combinaison contradictoire (le centralisme et la démocratie interne) est la seule qui permet de façonner l'outil que les différentes tâches de la révolution exigent. Il doit être centralisé et être discipliné dans l'action parce qu'il a besoin d'agir avec une unité très solide pour faire face aux défis les plus difficiles de la lutte de classes (la prise du pouvoir, l'expropriation de la bourgeoisie, les guerres civiles, etc.). En même temps, il doit avoir la plus large démocratie interne pour élaborer les meilleures analyses de la réalité et les meilleures réponses à ces défis difficiles. En ce sens, les débats dans les congrès et les organismes du parti bolchevique étaient d'une richesse et d'une intensité extraordinaires : aucune des grandes décisions n'était prise à l'unanimité. Sur ce point aussi, le stalinisme a transformé par la suite ce parti dans une caricature sinistre.

Lénine et Trotsky, tout comme Marx, considéraient que le système socialiste devait partir, au moins, d'un niveau de développement économique comparable

à celui du capitalisme le plus développé. Puisque la Russie était un pays capitaliste arriéré, ils ont soutenu que l'URSS n'entamerait pas directement la construction du socialisme mais une période de transition dont la durée dépendrait de la révolution socialiste internationale.

La révolution socialiste commence avec la prise du pouvoir dans un pays mais ne peut triompher qu'en s'étendant aux autres pays du monde, particulièrement aux principales puissances impérialistes. Tout triomphe national sera provisoire aussi longtemps que l'impérialisme au niveau mondial n'est pas mis en échec. Lénine et Trotsky ont toujours considéré que l'URSS ne pourrait survivre que si la révolution s'étendait à l'Europe occidentale, spécialement à l'Allemagne, le pays le plus développé du continent, à cause du retard économique hérité. Pour eux, Octobre devait être le détonateur de la révolution européenne et mondiale. C'est à cet objectif qu'ils ont consacré leurs plus grands efforts. Même au milieu de la guerre civile, en 1919, ils ont fondé la III^{ème} Internationale (l'Internationale Communiste) pour construire une direction révolutionnaire mondiale à influence de masse.

Contre cette conception internationaliste, le stalinisme a élaboré, à partir de 1923, la théorie de la possibilité de *construire le socialisme dans un seul pays*, pour justifier la défense des intérêts et des privilèges de la caste bureaucratique dirigeante. Cette théorie est devenue par la suite la justification idéologique des pires trahisons du stalinisme contre la révolution mondiale.

La bureaucratisation de l'URSS

En même temps que nous valorisons et revendiquons ces enseignements, il est nécessaire d'expliquer aux nouvelles comme aux vieilles générations de combattants révolutionnaires, pourquoi s'est produite la bureaucratisation stalinienne et, par la suite, la restauration capitaliste qui a mené à la disparition de l'URSS.

Le retard économique de la Russie rendait déjà irréalisable la proposition de la construction du socialisme dans un seul pays. En plus, cette réalité était aggravée par la détérioration endurée par la Russie pendant la Première Guerre mondiale et par les conséquences destructives de la guerre civile dans laquelle, en outre, un million de jeunes ouvriers, la meilleure avant-garde de la

révolution, avaient trouvé la mort.

Dans ces conditions, il n'y a que l'extension de la révolution qui pouvait la sauver. Mais la première vague révolutionnaire européenne a été mise en échec. La république des soviets de la Hongrie a survécu à peine quelques mois. La révolution allemande de 1918-1919 n'a pas pu prendre le pouvoir, malgré l'héroïsme des « spartakistes », et leurs dirigeants, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ont été assassinés. La vague de grèves et d'occupations d'usines en Italie (1921) a aussi été mise en échec et, en 1924, le processus a abouti au triomphe du fasciste Mussolini. L'absence de partis révolutionnaires solides et éprouvés se faisait payer.

L'URSS avait survécu, mais elle était épuisée. En même temps, la révolution européenne était mise en échec et laissait l'URSS complètement isolée. Cette combinaison difficile est l'explication principale de la bureaucratisation du jeune Etat soviétique et du parti bolchevique.

En même temps qu'une grande partie des meilleurs ouvriers révolutionnaires avait trouvé la mort dans la guerre civile, une couche de plus en plus grande de fonctionnaires arrivistes et opportunistes a commencé à apparaître, dont beaucoup étaient des anciens tsaristes recyclés, ainsi qu'un secteur de commerçants intermédiaires qui tiraient profit des problèmes économiques. Staline s'est appuyé sur ces couches sociales, comme leur représentant. Depuis cette position, il a accentué à l'extrême le processus de bureaucratisation. Il a lancé alors la proposition du « socialisme dans un seul pays » comme une façon d'assurer les privilèges que ces secteurs obtenaient. Un autre secteur du parti, dirigé par Trotsky, a commencé son combat contre la bureaucratisation du parti et de l'Etat et pour la défense du programme bolchevique.

La bureaucratisation, et le stalinisme qui en est l'expression politique, sont nés, dans une grande mesure, de la défaite de la révolution en Europe. Ensuite, les politiques du stalinisme face à de nouveaux processus révolutionnaires ont été à l'origine d'autres défaites dures : la nouvelle révolution allemande de 1923, le processus chinois de 1925-1927, la grève générale anglaise de 1926 et, finalement, sa politique désas-

treuse face au surgissement du nazisme. Chacune de ces défaites fortifiait et consolidait la caste dirigeante en URSS.

Ils se trompent, ceux qui affirment que la bureaucratisation et le stalinisme sont « des descendants légitimes » de Lénine et du parti bolchevique, et qu'ils étaient déjà latents dans leurs conceptions. Le stalinisme est le résultat de processus économiques, politiques et sociaux profonds, défavorables pour les travailleurs. D'autre part, pour dominer totalement le parti bolchevique et l'appareil de l'Etat, le stalinisme a dû mettre en oeuvre un processus contre-révolutionnaire sanglant avec l'assassinat ou l'emprisonnement de milliers de dirigeants, de cadres et de militants. Les tristement célèbres « procès de Moscou », entre 1936 et 1939, ont été le comble. Des dirigeants historiques du parti, comme Kamenev, Zinoviev et Bjaribn y ont été fusillés. Par la suite, Trotsky a été assassiné en 1940. Le stalinisme, loin de naître du sein du parti bolchevique, en a été, au contraire, le destructeur.

Un autre des pires crimes stalinistes a été de dire à des millions de travailleurs du monde entier que « l'URSS avait déjà atteint le socialisme ». C'était complètement faux, non seulement du fait du niveau de développement économique de l'URSS, important mais très en arrière par rapport aux principales puissances impérialistes, mais fondamentalement à cause de l'existence d'un Etat bureaucra-

tique et répressif qui empêchait tout type de démocratie pour les travailleurs et le peuple.

Cette identification du parti bolchevique avec le stalinisme s'est aggravée postérieurement, avec les interventions répressives de l'armée soviétique dans les pays de l'Europe de l'Est, comme l'invasion en Tchécoslovaquie, en 1968. De cette manière, l'image du « socialisme réel » devenait une perspective très peu attrayante pour des millions de travailleurs et de combattants du monde entier, facilitant ainsi le travail idéologique contre le socialisme, de la part de l'impérialisme et les bourgeoisies nationales.

La restauration capitaliste

Malgré les déformations bureaucratiques profondes, l'économie étatique planifiée a démontré tout son potentiel et l'URSS s'est transformée en une grande puissance économique mondiale. L'expérience se répète par la suite dans d'autres pays, comme la Chine et Cuba, qui sont parties d'un degré très bas de développement et sont aussi parvenus à surmonter la faim et la pauvreté extrême.

Mais ces sauts socio-économiques ont eu lieu à l'intérieur des frontières nationales de pays arriérés, alors que l'impérialisme a continué à dominer l'économie mondiale dans son ensemble. C'est pourquoi, la bureaucratisation de ces Etats représentait le germe de leur propre destruction.

C'est ce que Trotsky avait déjà prévu.



Dans *La Révolution Trahie* (1936), après avoir constaté et revendiqué les avancées économiques de l'URSS, il observe que son avenir présentait un « pronostic alternatif » : soit, il y avait une nouvelle révolution politique qui, en maintenant les bases socio-économiques de l'Etat ouvrier, réinstallerait la classe ouvrière au pouvoir et promouvrait la révolution mondiale, soit la bureaucratie terminerait, tôt ou tard, de conduire à la restauration capitaliste.

De façon regrettable, cette prévision s'est vérifiée des décennies plus tard. C'est la bureaucratie elle-même, dirigée par Gorbachov, en URSS, par Deng Xiao Ping, en Chine, et par Fidel Castro, à Cuba, qui a restauré le capitalisme dans ces pays respectifs.

Pour la LIT-QI, la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers n'a pas signifié l'échec du projet de la révolution socialiste internationale, formulé par Marx, mais l'échec de sa falsification : la théorie staliniste du socialisme dans un seul pays.

Triomphe du capitalisme ?

Les bourgeois et leurs apologistes soutiennent que la chute de l'URSS a signifié l'échec final de l'« utopie socialiste » et le triomphe du capitalisme, lequel aurait démontré être un système socio-économique supérieur.

Toutefois, un regard objectif sur le monde que nous offre ce « capitalisme triomphant » nous permettra de constater rapidement comment augmentent la pauvreté et la misère, même dans les Etats-Unis, le pays le plus riche de la planète, avec ses séquelles de faim, de malnutrition infantile et de dégradation de la vie humaine ; comment l'impérialisme fait appel de plus en plus aux invasions coloniales et aux guerres génocides pour assurer sa domination, comme c'est le cas en Afghanistan, en Haïti ou en Iraq ; comment, en même temps, sa voracité de profits menace la nature elle-même et la vie sur la planète.

En Russie, et dans la majorité des anciens Etats ouvriers, la restauration capitaliste et la destruction des conquêtes issues d'Octobre en matière de santé, d'alimentation, de logement, ont donné lieu à une catastrophe sociale gigantesque. Cela se manifeste par une chute de 6 ou 7 ans de l'espérance de vie moyenne de la population russe depuis la disparition de l'URSS.

Si cette perspective est le meilleur que peut offrir le « capitalisme triomphant », si c'est cela le point maximal de développement social que l'humanité peut atteindre, si nous ne sommes pas capables de dépasser l'actuel état de choses, alors, le futur de l'espèce humaine sera complètement tragique et sombre. Le triomphe définitif du capitalisme signifierait, en réalité, une défaite tragique. Aujourd'hui, plus que jamais, l'alternative formulée par Rosa Luxemburg est d'actualité : « Socialisme ou Barbarie ».

Une expérience dépassée ?

La chute de l'URSS et l'échec du « socialisme réel » ont aussi mené beaucoup de combattants qui partagent notre critique du capitalisme, à la conclusion que l'expérience d'Octobre, bien qu'elle doive être considérée comme héroïque, n'est pas utile comme référence pour les processus actuels de lutte.

Certains affirment que les conditions dans lesquelles la Révolution Russe a eu lieu n'existent déjà plus, parce que les changements survenus dans le monde durant ces 90 années ont rendu ses enseignements obsolètes. D'autres affirment que cette expérience a échoué parce qu'elle se basait sur des conceptions fausses de la société et de l'Etat, telles que l'objectif erroné d'imposer la dictature du prolétariat, proposée par Marx, ou la nécessité d'un parti centralisé pour diriger le processus, formulée par Lénine. Ces conceptions et objectifs erronés auraient contenu dès le début la semence de la bureaucratisation de l'Etat et du parti, et de l'échec inévitable du processus révolutionnaire.

De ce bilan, ces courants ont tiré la conclusion qu'il est nécessaire de proposer des « voies nouvelles » pour dépasser le capitalisme. Par exemple, il ne faut pas prendre le pouvoir de l'Etat, parce qu'il corrompt, mais construire un « contre-pouvoir populaire » qui, à un certain moment, dépassera le pouvoir de l'Etat. Ou que les institutions de la démocratie bourgeoise sont ce qu'il y a de meilleur pour représenter les travailleurs et le peuple. Il s'agit, alors, « d'en disputer le contenu de classe » en vue de « radicaliser la démocratie ».

Durant les années qui ont suivi la chute de l'URSS, ces propositions ont eu la possibilité de tester leur validité dans des processus et des luttes révolutionnaires,

spécialement en Amérique latine. Aucune d'entre elles n'a été capable d'aider l'avancée de ces processus. Leurs expériences de « transformation sociale » sont restées, dans le meilleur des cas, à une distance gigantesque de ce qui été obtenues suite à la Révolution Russe.

D'autre part, beaucoup de promoteurs de la « radicalisation de la démocratie » sont devenus présidents, ministres, parlementaires, etc., et sont aujourd'hui des défenseurs actifs du système capitaliste et de l'Etat bourgeois. Quant aux promoteurs de la construction du « contre-pouvoir », beaucoup d'entre eux ont dû faire appel aux subventions de l'Etat et de fondations de pays impérialistes ou d'entreprises capitalistes, pour soutenir leurs organisations. Ils ont finalement aussi soutenu, par une voie différente, le système et l'Etat bourgeois, comme une espèce d'ONG.

Le « Socialisme du 21ème siècle » de Hugo Chávez

Nous voulons mentionner aussi Hugo Chavez et sa proposition de « Nouveau Socialisme du 21ème Siècle ». Nous affirmons que c'est une illusion dangereuse, d'espérer que ce soient l'armée bourgeoise et un secteur de la bourgeoisie (la « bourgeoisie bolivarienne ») qui dirigent une transformation révolutionnaire socialiste au Venezuela.

Nous avons déjà indiqué que le socialisme ne peut pas se construire autrement que comme un processus basé sur la mobilisation et l'organisation autonome des travailleurs et du peuple, pour construire un nouveau système politico-économico-social au service de leurs besoins. Ce processus, pour se développer, doit combattre non seulement contre l'impérialisme mais aussi contre les bourgeoisies nationales elles-mêmes, associées à l'impérialisme ou subordonnées à lui. L'histoire nous a déjà montré plusieurs exemples de ce faux « socialisme bourgeois », comme le péronisme argentin ou le nassérisme égyptien, que se sont limitées à faire quelques rares réformes mais qui n'ont pas transformé les bases économiques capitalistes de leurs pays ni la racine de classe de l'Etat. D'ailleurs ils ne se proposaient pas et ne pouvaient pas le réaliser.

En même temps, le maintien des conditions de vie désastreuses des travailleurs vénézuéliens, malgré les reve-

nus importants pour les exportations pétrolières, d'une part, et la répression des véritables luttes des travailleurs (comme cela a été le cas avec Sanitarios Maracay, les pétroliers et les fonctionnaires), d'autre part, vont faire tomber peu à peu le masque de ce soi-disant « Socialisme du 21^{ème} Siècle ».

L'expérience de la III^{ème} Internationale

Après Octobre, la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire internationale à influence de masse, la III^{ème} Internationale, a été une des principales tâches assumées par la direction de Lénine et Trotsky.

Des millions de travailleurs et de combattants du monde entier, pleins d'enthousiasme pour le triomphe de la Révolution Russe et les perspectives qu'elle ouvrait, ont répondu à l'appel. Beaucoup parmi eux abandonnaient les partis social-démocrates putréfiés. D'autres étaient des jeunes qui avaient entamé récemment leur lutte.

Ainsi sont nés des partis communistes dans beaucoup de pays du monde. Il fallait instruire et former cette immense avant-garde révolutionnaire pour qu'elle puisse intervenir et apporter des réponses aux processus nationaux. D'une part, les documents et les résolutions approuvés dans les quatre premiers congrès de l'Internationale (1919-1922) ont été considérés comme une « véritable école de stratégie révolutionnaire ». D'autre part, les conditions et les critères de fonctionnement ont été établis pour que ces partis soient acceptés comme sections de la III^{ème} Internationale.

Il s'agit de la plus grande tentative de l'histoire de construire une organisation révolutionnaire internationale à influence de masses. Malheureusement, le temps a manqué et les révolutions avaient lieu plus rapidement que ne le permettait le temps nécessaire pour forger pleinement ces outils révolutionnaires nationaux. C'est une expérience dont nous devons tirer toutes les conclusions et enseignements.

Par la suite, la III^{ème} Internationale a aussi été victime de la bureaucratisation staliniste, au point de devenir pas beaucoup plus qu'une agence de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique. Finalement, elle a été dissoute en 1943, par ordre explicite du politicien impérialiste britannique Winston Churchill à

Staline.

La nécessité de reconstruire la IV^{ème} Internationale

A partir de 1933, face à la politique staliniste désastreuse en Allemagne, qui a aidé au triomphe du nazisme, Trotsky a considéré que « la III^{ème} Internationale était morte comme organisation révolutionnaire » et il a appelé à la construction d'une nouvelle organisation. C'est devenu une réalité en 1938, avec la fondation de la IV^{ème} Internationale.

La IV^{ème} Internationale a été construite comme une continuité de la III^{ème}, en défense du programme marxiste-léniniste, de la tradition d'Octobre et de la conception de partis révolutionnaires, face à la destruction faite par le stalinisme. Elle a aussi incorporé dans son programme la nécessité d'une révolution politique en URSS pour renverser la bureaucratie et pour que la classe ouvrière reprenne directement le pouvoir.



Toutefois, contrairement à la III^{ème} Internationale, la IV^{ème} n'est pas née comme une organisation à influence de masse. Les conditions difficiles du moment l'ont limitée à regrouper quelques milliers de militants partout dans le monde pour cette tâche initialement de défense. En même temps, il s'agissait aussi d'éduquer les cadres qui se postuleraient pour diriger la prochaine vague révolutionnaire, inévitable après la nouvelle guerre mondiale qui s'approchait.

La IV^{ème} Internationale n'a pas pu accomplir ce deuxième objectif. La majorité de la direction qui est restée après l'assassinat de Trotsky a commencé à abandonner les enseignements de Lénine et de Trotsky et à capituler devant le stalinisme, qui retrouvait une nouvelle vie après la défaite du nazisme et le surgissement de nouveaux Etats ouvriers dans le monde. Les réponses erronées que la IV^{ème} Internationale a apportées à ces processus politiques révolutionnaires ont mené à sa crise et à sa division en plu-

sieurs courants en 1953. Depuis lors, la tâche essentielle de sa reconstruction, comme un embryon du parti révolutionnaire mondial, a été à l'ordre du jour.

Au cours de ces décennies, le trotskysme s'est beaucoup développé à travers ses différents courants. Actuellement, des dizaines de milliers de militants, partout dans le monde, se revendiquant du trotskysme ou y ayant leur origine, interviennent dans les processus de leurs pays. En même temps, des propositions du trotskysme, comme la réalisation d'une rencontre syndicale latino-américaine, formulée par Trotsky en 1938 au Mexique, commencent à être prises en compte et à être concrétisées par des organisations du continent, comme la COB de Bolivie, Conlutas du Brésil, Batay Ouvriye de Haïti et la Tendance Classiste et Combative de l'Uruguay.

Il faut mentionner ici l'impact que la chute de l'appareil staliniste de l'URSS a eu sur la gauche, et sur les forces trotskystes en particulier. Pour la LIT-QI, ce fait, bien qu'il ait provoqué une grande confusion dans la conscience de millions de travailleurs et de militants, a libéré d'immenses forces pour les processus de la révolution mondiale. Ceci, parce que le principal obstacle de « ce côté », auquel les travailleurs se sont heurtés dans le combat pour le triomphe de leurs luttes révolutionnaires pendant une grande partie du 20^{ème} siècle a été détruit. C'est pourquoi, nous considérons que les conditions pour reconstruire la IV^{ème} Internationale, et avancer vers une direction révolutionnaire internationale à influence de masse, sont aujourd'hui bien meilleures qu'avant la chute de l'appareil staliniste central.

Au contraire, une partie importante des courants trotskystes ont tiré la conclusion opposée, que la possibilité de la révolution s'éloignait. Ils ont ainsi graduellement abandonné, dans ce que nous avons appelé un « déluge opportuniste », la tâche de reconstruire la IV^{ème} Internationale et la défense de son programme révolutionnaire, que ce soit de manière explicite ou à travers le contenu réel de leurs politiques.

Pour la LIT-QI, les luttes révolutionnaires qui parcourent aujourd'hui le monde mettent à nouveau à l'ordre du jour la perspective et la nécessité de la révolution socialiste. Les processus que nous

vivons en Amérique latine (Equateur, Argentine, Bolivie et Venezuela) et le borbier dans lequel s'enfoncent l'impérialisme au Moyen-Orient (confronté aux résistances de plus en plus fortes des peuples irakien, afghan, libanais, etc.) sont des exemples du fait que la lutte de classes dans le monde, loin d'avoir pris fin (comme rêvait Francis Fukuyama il y a quelques années), est de plus en plus présente.

Mais ces luttes héroïques, sans la perspective de la révolution socialiste nationale et mondiale, sont condamnées

à l'échec ou à des triomphes éphémères qui reculeront ensuite. C'est pourquoi, les enseignements d'Octobre conservent toute leur actualité, en particulier le fait que la révolution socialiste mondiale ait besoin d'une organisation révolutionnaire internationale et de partis révolutionnaires nationaux pour la diriger.

En commémorant le 90ème anniversaire de la Révolution d'Octobre, nous voulons réaffirmer aux travailleurs et aux peuples du monde que la plus indispensable de toutes les tâches est la reconstruction de la IVème Internationale et de

ses sections, les partis révolutionnaires nationaux.

Sur la base de cette proposition centrale, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième International (LIT-QI) s'engage à mettre toutes ses forces au service de cette tâche et appelle tous les révolutionnaires du monde à s'y joindre. Nous croyons que ce sera le meilleur hommage que nous pouvons faire en ce 90ème anniversaire de la Révolution Russe.

Vive la Révolution Russe !

Vive la lutte des travailleurs et des peuples du monde !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale !

Secrétariat International de la LIT-QI
São Paulo, le 7 novembre 2007

ENCUENTRO LATINOAMERICANO
Y CARIBEÑO DE TRABAJADORES

MUCHAS VOCES, UNA SOLA LUCHA

7 y 8 de julio de 2008
Betim, Minas Gerais - Brasil

Contra las reformas neoliberales

Por la nacionalización sin indemnización de los recursos naturales

No al pago de las deudas externas e internas

Contra los contratos de libre comercio - TLCs

Fuera las tropas extranjeras de Haití

Fuera el imperialismo de Latinoamérica y Caribe. Por una verdadera independencia de los pueblos



CONVOCAN



www.elac.org.br
elac@elac.org.br

ELAC : Rencontre de Travailleurs Latino-américaine et des Caraïbes

Beaucoup de voix, une seule lutte

Une Rencontre Latino-américaine et des Caraïbes de Travailleurs (ELAC - Encuentro Latinoamericano y del Caribe) a été convoquée à l'initiative de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), la Coordination Nationale de Luites (CONLUTAS) du Brésil, Batay Ouvriye (BO) de Haïti et la Tendance Classiste et Combative (TCC) de l'Uruguay, sous le mot d'ordre « *Beaucoup de voix, une seule lutte* ». L'événement aura lieu les 7 et 8 juillet 2008, à Betim, Minas Gerais, Brésil.

L'objectif de l'ELAC est de faire des pas concrets dans le sens d'unir les luttes des travailleurs des divers pays du continent. A cet effet, l'ELAC prétend approuver une plate-forme et un plan de lutte communs qui permettent d'avancer en direction de la constitution d'une Coordination de Luites Latino-américaine et des Caraïbes. Nous donnons la parole à Luis Carlos Prates, alias Mancha, de la direction du Syndicat des Métallurgistes de São José dos Campos et membre de la Coordination de CONLUTAS.

La convocation pour l'ELAC

Camarades,

Nous vivons des jours dramatiques dans notre région. Dans tous les pays, les travailleurs font face à une offensive dure de l'impérialisme : le pillage et l'exploitation mises en oeuvre par les transnationales et les grandes entreprises ; les modèles économiques néo-libéraux appliqués par les gouvernements ; la présence de bases militaires des Etats-Unis et les occupations militaires étrangères comme en Haïti ; etc.

Cette situation a mené les travailleurs de la ville et de la campagne, ainsi que d'autres secteurs exploités de la société, à combattre avec une détermination de plus en plus grande contre l'exploitation à laquelle ils sont soumis.

La résistance héroïque des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'autres régions de la planète, comme l'Iraq, a mené à des crises et des difficultés pour la mise en oeuvre des projets impérialistes.

Toutefois ces crises ne signifient pas la diminution des attaques ou de l'exploitation. Au contraire, nous sommes soumis à une offensive incessante de l'impérialisme des Etats-Unis et de l'Europe pour intensifier encore plus le pillage des richesses et des ressources naturelles de nos pays et l'exploitation des travailleurs, en disposant pour cela de la complicité de nos gouvernements.

Pour y arriver, ils criminalisent et répriment violemment nos luttes. Le résultat est de plus en plus de faim et de pauvreté, accompagnées de davantage de violence et de désespoir pour trouver

un emploi digne dans nos pays, qui acquièrent de plus en plus la physionomie de colonies des transnationales.

Cette réalité exige une intensification de nos luttes de résistance afin d'avancer jusqu'à passer à l'offensive et mettre en échec l'impérialisme et ses laquais installés dans les fauteuils des gouvernements du moment. C'est pourquoi, nous avons besoin de l'union des travailleurs et des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans un vaste processus de mobilisation et de luttes pour mettre en échec nos ennemis historiques.

Dans ce cadre, il y a un autre obstacle que nous devons surmonter : le fait que beaucoup d'organisations traditionnelles des travailleurs de la région ont abandonné la perspective de la lutte de classes et ont assimilé le modèle néo-libéral, en collaborant avec les ennemis et en abandonnant les travailleurs et les peuples à leur propre sort.

A nous donc, de faire des pas concrets dans le sens d'unir la classe ouvrière et tous ceux qui veulent combattre, dans une perspective claire d'indépendance de classe, contre l'impérialisme, la bourgeoisie de chaque pays, et leurs gouvernements marionnettes.

Nous avons besoin d'unir et de coordonner nos luttes et nos efforts, de transformer la lutte de chaque secteur des travailleurs, de chacun des pays de la région, en un combat général unique et fort de tous les travailleurs latino-américains et des Caraïbes, pour expulser l'impérialisme de l'Amérique latine et

des Caraïbes, pour abolir définitivement l'exploitation et l'oppression du capitalisme et pour construire une société égalitaire, socialiste. Il faut donc avancer pour construire une coordination institutionnelle, syndicale et populaire, des luttes des travailleurs dans toute la région, en unissant les forces des organisations syndicales, des mouvements sociaux et populaires, de la ville et de la campagne.

C'est avec ce défi que la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), CONLUTAS (Coordination National de Luttes du Brésil), BO (Batay Ouvrière de Haïti) et TCC (Tendance Clasiste et Combative d'Uruguay) convoquent conjointement à une Rencontre Internationale de l'Amérique latine et les Caraïbes, de caractère syndical et populaire, pour établir une plate-forme commune d'action et pour définir un plan de luttes communes, ce qui doit permettre d'avancer dans la constitution d'une Coordination de Luttes Latino-américaine et des Caraïbes.

Nous invitons toutes les organisations syndicales, sociales et populaires, de tous les pays frères, qui sont d'accord avec les lignes générales de cette convocation et veulent se joindre à cette grande mobilisation de lutte des travailleurs au niveau international, de participer à cette rencontre.

La rencontre aura lieu à Betim (Minas Gerais - Brésil), les 7 et 8 juillet 2008. Il va de soi que nous comptons sur la participation de nos frères de lutte de toute l'Amérique latine et les Caraïbes.

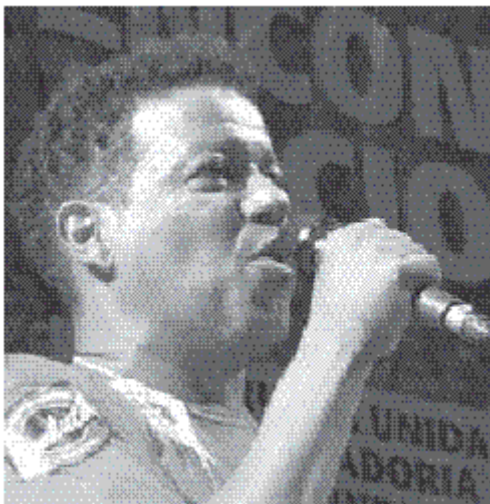
- *Pour la nationalisation sans indemnisation, et avec contrôle des travailleurs, des ressources naturelles en Amérique latine et aux Caraïbes (hydrocarbures, métaux précieux, fer, eau, bio-diversité, et d'autres)*
- *Contre les réformes néo-libérales*
- *Contre les privatisations des services publics, de l'éducation, des soins de santé, de la sécurité sociale, des entreprises étatiques, etc.*
- *Non au paiement des dettes externes et internes*
- *Contre les TLC (Traités de Libre Echange) en Amérique latine et aux Caraïbes*
- *Pour un emploi et un salaire digne pour tous*
- *Contre la criminalisation des mouvements sociaux. Non à la répression des luttes et des organisations des travailleurs.*
- *Les troupes étrangères hors de Haïti*
- *L'impérialisme hors de l'Amérique latine et les Caraïbes. Pour une véritable indépendance des peuples de notre région.*
- *A bas toutes les formes d'exploitation et d'oppression du capitalisme contre les travailleurs*
- *Vive l'internationalisme prolétaire !*

Cette convocation reste ouverte pour être signée aussi par des organisations qui veulent se joindre à cet effort



Une interview

Nous donnons la parole à Luis Carlos Prates, alias Mancha, de la direction du Syndicat des Métallistes de São José dos Campos et membre de la Coordination de CONLUTAS.



D'où vient l'idée de la Rencontre?

Mancha : L'idée a commencé à prendre forme dans une réunion avec des dirigeants internationaux qui avaient participé au congrès de Conlutas, le CONAT, de mai 2007. A ce moment nous n'étions pas beaucoup et nous nous sommes limités à échanger des rapports et à soutenir les luttes qui avaient lieu dans chacun de nos pays. Par la suite, nous avons eu quelques conversations et nous avons fait quelques voyages et des réunions avec certaines organisations.

Finalement, la réalisation de la Rencontre a été décidée. Le fait que le Comité Exécutif de la COB ait décidé de la convoquer a eu une grande importance.

Nous avons commencé à échanger des idées sur le sujet quand le Secrétaire de Finances de la COB, Ramiro Condori, a participé à une Rencontre Syndicale Nationale au Brésil, en mars 2007. D'autres organisations continuent à discuter sur leur participation, comme c'est le cas pour CCURA, au Venezuela. Mais les premiers signataires ont décidé de mettre en marche la convocation pour éviter des retards. Une rencontre comme celui-ci a besoin de beaucoup de préparation. Ce sera sans doute une Rencontre historique.

Qu'est-ce qui a finalement mené à décider la Rencontre ?

Mancha : Partout nous voyons que nous, les travailleurs, nous combattons contre les mêmes plans néo-libéraux de l'impérialisme.

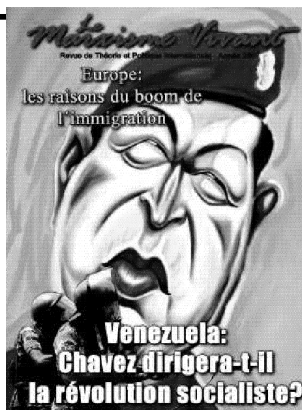
En règle générale, les revendications et les luttes sont les mêmes. En même temps, les directions traditionnelles, y compris certaines qui jusqu'il y a peu d'années étaient plutôt combattives comme la CUT au Brésil, se sont mises à soutenir les nouveaux gouvernements, que l'on dit « populaires » mais qui, contrairement à leurs promesses, continuent à appliquer les plans de l'impérialisme au lieu d'unir les luttes. Mais malgré cela, d'une manière générale la résistance croît.

Comme exemple, il y a la journée nationale de lutte massive de juin au Pérou, contre les réformes néo-libérales, le TLC et la répression du gouvernement apriste. Récemment il y a eu la manifestation massive contre le TLC au Costa Rica. En Bolivie, la lutte pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures et celle des indigènes pour l'autonomie territoriale continue. Au Venezuela, c'est pour les salaires et les conditions de travail, comme lors de la grève des travailleurs de la santé de Maracay en Aragua et celle des pétroliers de Zulia. En Argentine, il y a eu des luttes salariales et des manifestations nationales contre la disparition de Julio López et la mort de l'enseignant Fuentealba. Au Brésil, le 24 octobre, nous avons organisé une marche sur Brasilia avec 16 mille personnes, en défense d'une série de revendications dont le centre était dirigé contre la réforme des pensions de Lula. Ces quelques exemples montrent que, si nous le voulons, nous pouvons nous unir dans une seule campagne ou une action continentale.

Qui pourra participer ?

Mancha : L'ELAC sera ouvert à la participation des représentants des organisations syndicales, populaires, indigènes et paysannes. Les organismes des étudiants y auront aussi leur place. Les oppositions syndicales y seront bienvenues, étant donné que beaucoup d'organismes sont entre les mains de directions bureaucratiques qui ne s'intéressent nullement à cette Rencontre. Nous donnons beaucoup d'importance à ces oppositions qui, de fait, sont les nouvelles directions qui apparaissent.

En ce sens, il est symbolique que la Tendance Classiste de l'Uruguay, l'opposition à la direction du PIT-CNT, soit une des signataires de la convocation. Mais il faut que ce soit clair que les représentants des partis politiques ne participeront pas à l'ELAC, bien que ceux-ci puissent - et doivent - être présents comme observateurs et manifester leur sympathie. Il en est ainsi parce qu'il s'agit d'une rencontre des organisations de masses.



Le Marxisme Vivant est une Revue de Théorie et Politique Internationale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

Le n° 15 vient de paraître ! Vous pouvez le demander au camarade qui vous offre Presse Internationale.

Grève de la SNCF

Extrait d'un article publié dans *L'Internationaliste*, la publication du Groupe Socialiste Internationaliste, la section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

Un succès. La grève massive des travailleurs de la SNCF et de la RATP est un premier pas, capital, dans l'opposition à l'offensive générale du gouvernement Fillon. 80% de grévistes au sein de la SNCF ! Un chiffre supérieur aux débuts de la grande mobilisation de 1995, qui avait fait échec au gouvernement Juppé. Il s'attaquait déjà aux régimes spéciaux de retraites en prétextant, lui aussi, l'impérieuse nécessité de la réforme. [...]

Augmenter la plus-value par la hausse de la productivité et ouvrir de nouveaux marchés aux appétits du patronat sont les remèdes séculaires de la bourgeoisie pour parer temporairement à la décomposition du capitalisme. L'équipe Sarkozy-Fillon avait déjà bien avancé dans cette voie avec des « mesures-phares » comme l'autonomie des universités, la remise en cause du droit de grève et les franchises médicales. Mais afin de s'assurer un climat social propice à une offensive plus générale contre le code du travail il importait de s'attaquer aux secteurs ouvriers les plus combatifs, en premier lieu aux travailleurs des entreprises d'Etat.

Ces derniers jours, alors que les déboires conjugaux du couple présidentiel semblaient occuper la plupart des rédactions de la presse bourgeoise, le succès de la mobilisation du jeudi 18 octobre devenait de plus en plus évident. [...]

La « gauche » et les directions syndicales s'employaient à faire échouer la mobilisation. Le premier secrétaire, François Hollande est parfaitement clair. Il déplore qu'il « *n'y ait pas eu véritablement de négociation* » et propose de dire au gouvernement : « *ouvrez, rouvrez (...) le cadre global qui doit permettre les discussions entreprises par entreprise. Si vous ne le faites pas, vous aurez un certain nombre de mouvements.* » (Le monde 19/10/07) Quelle audace ! Il est vrai que pour porter atteinte aux droits des travailleurs le PS préfère se reposer sur les centrales syndicales qui lui sont inféodés afin qu'elles freinent des quatre fers toute tentative de mobilisation. [...]

L'UMP, qui ne dispose pas de relations privilégiées avec les bureaucraties syndicales, a usé très habilement de la carotte et du bâton.

La carotte par les rencontres, les concertations, les vœux pieux... N'oublions pas qu'à peine entré à l'Elysée, Sarkozy recevait les principaux dirigeants syndicaux qui s'en étaient alors fortement réjouis. Le bâton arrive avec les révélations sur la caisse noire de l'UIMM et sur les retraits d'argent de son président Denis Gautier-Sauvagnac. Ces liquidités auraient servi à acheter la « paix sociale » auprès des bureaucrates syndicaux. Cet argent, 600 millions d'euros à ce jour, aurait alimenté une caisse anti-grève ! [...] Les bureaucrates ont commencé à scier la branche sur laquelle ils étaient assis. A force de compromission avec les gouvernements et le patronat, ils se sont placés dans un équilibre de plus en plus précaire entre l'intransigeance du pouvoir politique et les travailleurs qui cherchent la mobilisation.

C'est dans ce contexte peu favorable que plus de 300 000 travailleurs ont manifesté dans toute la France au sein de plus de 60 manifestations, faisant entendre leur refus de travailler plus pour gagner moins. Les travailleurs mobilisés ont lancé un cri d'alarme : l'attaque contre les régimes spéciaux est le premier pas d'une destruction complète du système de retraite par répartition. Ce sont tous les salariés qui sont dans la ligne de mire du gouvernement.

La prochaine cible est le régime général. Les salariés seront contraints de passer à 41, puis 42 ans de cotisation.

L'unité de classe est donc à réaliser au plus vite. **La revendication unitaire de 37,5 annuités pour tous prouvait, dans les cortèges, la volonté des grévistes d'étendre la mobilisation pour faire face à la prochaine étape de la réforme.**

Et maintenant ? La tactique de la « grève-carrée » décidée par les centrales syndicales risque de conduire à la mort

du mouvement. L'objectif est de segmenter la mobilisation en différentes journées d'actions en prenant bien soin de ne pas chercher à construire une assise solide pour une lutte d'ampleur afin de pouvoir négocier sereinement avec Xavier Bertrand, ministre en charge de la réforme. Encore que négocier soit un bien grand mot. Il s'agit juste pour Thibault et ses acolytes de sauver les apparences en présentant les diktats du gouvernement comme une victoire de la discussion.

A l'heure où nous mettons sous presse, le « front syndical » se fissure. Le syndicat ultra-minoritaire FGAAC, organisation qui n'est présente que parmi le personnel roulant de la SNCF a décidé de cesser le mouvement après avoir, paraît-il, obtenu satisfaction auprès de la direction de la SNCF (qui, soit-dit en passant, ne peut donner de garanties alors qu'il s'agit d'une réforme conduite par l'Etat). SUD et FO avaient répondu à la pression de leurs bases en appelant à une grève reconductible (ce qui était, sans mauvais jeu de mots, le minimum syndical) mais semblent aujourd'hui chercher une porte de sortie sans donner l'impression de reculer. La CGT, syndicat majoritaire dans la SNCF ne devrait pas appeler à une nouvelle « grève carrée » avant le cycle de discussions que X. Bertrand souhaite entamer dès mercredi. Après une mobilisation historique des travailleurs de la SNCF et de la RATP, l'attentisme ou le recul des directions syndicales est criminel. **Il est plus que temps d'unifier les luttes contre les mesures du gouvernement.** [...]

Une prochaine journée d'action est appelée le 20 novembre autour de la défense du pouvoir d'achat. Après le succès du 18 octobre, il faut faire de ce rendez-vous le point de départ d'une lutte intransigeante. Une lutte qui doit conduire à la satisfaction de l'ensemble des revendications des travailleurs et des jeunes.

**L'avenir de chacun est menacé :
Dès à présent, mobilisation dans
l'unité !**

Free the dockers - free Thierry Delforge



« Les dockers et les travailleurs de toute l'Europe se mobilisent depuis des années contre la directive Bolkenstein et pour la défense de leur emploi et la sécurité au travail. On veut remplacer les dockers par les marins embarqués,

sous-payés et doublement exploités, pour les travaux de charge et décharge dans les ports. Cette directive vise uniquement à augmenter encore les profits des grands armateurs, sans même fournir un bénéfice quelconque pour les travailleurs embarqués de pays non-européens, avec lesquels les dockers déclarent d'ailleurs leur solidarité. » Des dockers ont été emprisonnés lors d'une manifestation à Strasbourg. Ils avaient obtenu gain de cause, mais « après cette victoire, le capital européen a contre-attaqué. Mettant en oeuvre les mêmes lois "sécuritaires" fraîchement élaborés à l'occasion de la révolte des banlieues, il y a quelques mois, la police française a réprimé la manifestation des dockers à Strasbourg et a par la suite arrêté et jugé en "comparution immédiate" devant le tribunal correctionnel de Strasbourg neuf dockers belges, deux Français, un Espagnol et un Néerlandais pour "dégradations, violences et rébellion à agent". Un docker belge a écopé de quatre mois de prison ferme avec interdiction de territoire d'un an. Un ressortissant espagnol a été condamné à cinq mois d'emprisonnement avec sursis. Un docker français du Havre a été condamné

à un mois de prison avec sursis, tandis qu'un ressortissant de Saint-Nazaire a écopé d'une peine de trois mois ferme. ».

En défense de ces camarades, un Comité de Soutien qui a été mis sur pieds à Bruxelles le 21 janvier 2006, « dans le sillage du Comité Splintex », avec la participation, entre autres, de **Thierry Delforge**. Le Comité a émis une Déclaration « *Free the dockers* » (dont proviennent les citations, plus haut. - voir PI n°35), disant

« Non à la criminalisation des luttes syndicales »

« Avec les dockers, contre l'Europe du capital ».

Suite à cette lutte, Thierry Delforge, militant syndical CGSP engagé dans de multiples luttes de solidarité, est arrêté par la police pour avoir écrit à la peinture, sur le mur d'un dépôt appartenant à la Ville de Bruxelles : « Libérez les dockers ». Le 28 mars 2007, Thierry a été condamné pour « destruction d'un édifice » et pour « transport d'armes prohibées » (en fait, des outils pour débroussailler un jardin), à la peine d'un an de prison, dont six mois avec sursis. Thierry a fait opposition à ce jugement, et l'affaire doit repasser le 21 novembre devant la 50^e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles. En attendant, il sera écroué à la prison de Forest dès le 9 novembre.

Face à cela, nous appelons à la solidarité avec le camarade, et nous disons, ici aussi :

Non à la criminalisation des luttes syndicales !

Nous appelons spécialement les syndicats qui à l'époque ont défendu les dockers emprisonnés, à défendre actuellement avec la même vigueur Thierry, victime de la même répression.

Non à la criminalisation des luttes syndicales !

Libérez Thierry

**Les syndicats des dockers doivent mobiliser
pour la libération de Thierry !**

Mobilisons pour le 21 novembre



« Pour les puissants, la résistance des peuples est terrorisme. Pour les peuples, quand tu demandes "qui est le plus grand terroriste de la planète", toutes les enquêtes menées dans tous les continents ont abouti à un résultat unanime et concluant : "Bush". C'est une question de point de vue de classe. ». Ainsi s'exprimait Bahar Kimyongür dans une interview à Presse Internationale en avril 2006.

Le 7 novembre 2006, **Musa Asoglu, Dursun Karatas, Bahar Kimyongür** et quatre autres militants ont été condamné à Gand à de lourdes peines de prison, allant jusqu'à sept ans, pour leur combat contre le régime antidémocratique et les sévices infligés aux prisonniers politiques en Turquie. Ils ont été

condamnés sur la base d'une loi « antiterroriste », mise en chantier au niveau européen à peine quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001 et que le Parlement belge a transposé sans discussion en loi nationale le 11 décembre 2003, à la quasi-unanimité. A l'époque, nous disions : « Indépendamment des réserves politiques que nous pouvons avoir sur l'activité du DHKC, nous soutenons sans conditions la lutte pour la libération de ces prisonniers politiques, qui doit aller de pair avec une ample mobilisation contre cette loi qui a permis de les condamner. » Le jugement a été cassé le 19 avril 2007 pour vice de forme, mais le 26 octobre, la Cour d'appel d'Anvers a décidé de poursuivre le procès, avec la prochaine échéance le 9 novembre.

La mobilisation aussi doit continuer :

Pour l'absolution définitive des camarades - Contre les lois liberticides.